

HIGH-TECH & MEDIAS

en pixels



« Charlie Hebdo » porte plainte

L'hebdomadaire « dépose plainte » après les menaces de mort diffusées sur les réseaux sociaux qui ont suivi la publication d'un dessin représentant l'islamologue Tariq Ramadan, visé par deux plaintes pour viol, le pantalon déformé par un sexe en érection, proclamant « Je suis le 6^e pilier de l'Islam ».



Les cyberattaques coûtent de plus en plus cher

Les entreprises françaises ont vu leurs pertes financières liées aux cyberattaques augmenter de 50 % en un an, selon une étude du cabinet de conseil PwC. Les 9.500 sociétés interrogées ont déclaré 4.550 incidents cyber sur douze mois. Au total, ils ont coûté en moyenne 2,25 millions d'euros.

427

MILLIONS DE DOLLARS
C'est ce qu'a rapporté le film « Thor : Ragnarok », réveillant en particulier le box-office américain, où il a fait 121 millions pour son premier week-end. Comme les autres films Marvel (propriété de Disney), il s'est retrouvé en tête après sa sortie.

Broadcom tente le deal du siècle avec le rachat de Qualcomm

- Le groupe offre 130 milliards de dollars pour mettre la main sur le roi des puces mobiles.
- Le rapprochement créerait un acteur incontournable dans le secteur.

ÉLECTRONIQUE

Sébastien Dumoulin
@sebastiendmln

L'industrie du semi-conducteur n'en finit plus de battre ses propres records. En se disant prêt, lundi, à signer un chèque de 130 milliards de dollars pour mettre la main sur son concurrent Qualcomm, le singapourien Broadcom a mis la barre très haut. Cela serait la plus grosse opération du secteur, et l'une des plus importantes de l'histoire, tous secteurs confondus.

Dans le petit monde des fabricants de puces, le rapprochement serait également un séisme. Lorsqu'au printemps 2015, le néerlandais NXP s'offrait l'américain Freescale pour 17 milliards de dollars, il s'agissait déjà d'un sommet. Un an et demi plus tard, le chasseur devenait gibier et c'était au tour de NXP de se faire avaler par Qualcomm pour près du triple (47 milliards de dollars).

Le passage de Qualcomm dans le giron de Broadcom, pour un montant à nouveau près de trois fois plus important, donnerait naissance au troisième acteur de l'industrie, derrière Intel et Samsung. Le nouveau tandem serait toutefois le numéro un des acteurs « fabless » (sans usine).

Des brevets uniques

En termes industriels, les portefeuilles des deux géants se complèteraient relativement bien. Broadcom, très fort notamment dans la connectivité courte distance (les puces Bluetooth ou wi-fi) profiterait de la forte présence de Qualcomm dans la connectivité longue distance (les puces 3G et 4G).

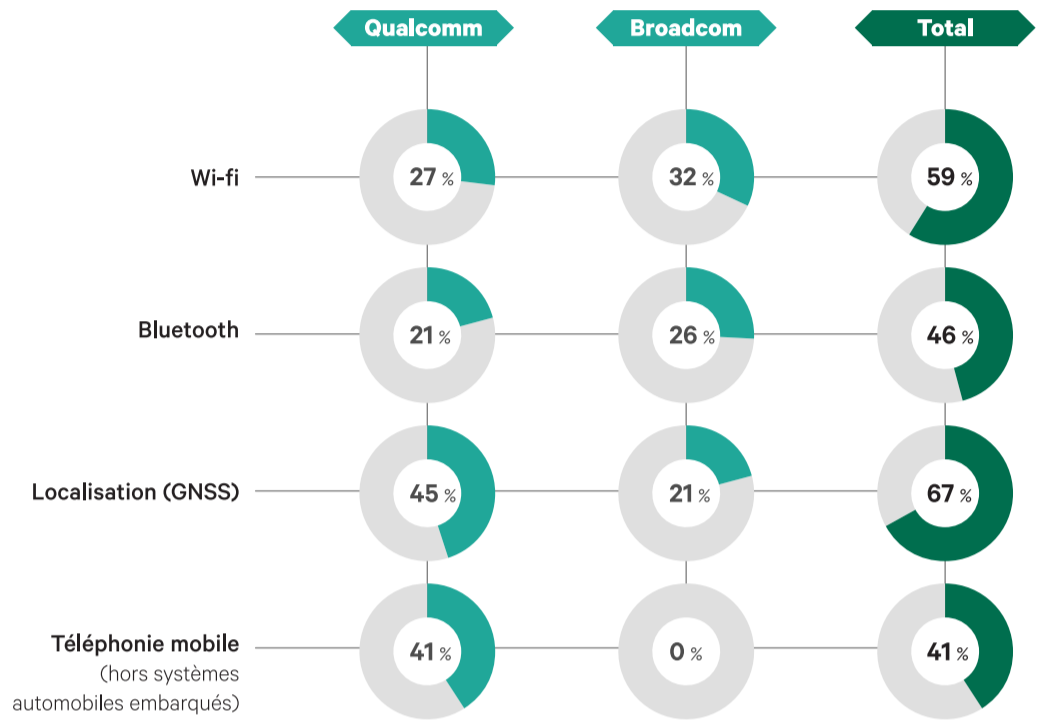
Ce n'est pas le seul attrait de Qualcomm. Pour son prétendant, nul doute que ses processeurs applicatifs pour smartphones, les fameux Snapdragon qui équipent la quasi-totalité des terminaux haut de gamme (hors Apple, Samsung et Huawei, qui fabriquent leurs pro-

pres puces), sont un actif séduisant. Sans compter, bien sûr, l'impressionnant portefeuille de brevets du Californien, unique dans l'industrie, qui représente moins d'un tiers de son chiffre d'affaires de 22 milliards de dollars et 80 % de ses bénéfices.

« Le rapprochement créerait un acteur incontournable, notamment dans la connectivité. Or c'est un pilier de l'Internet des objets, c'est-à-dire du futur de l'industrie, estime Stuart Carlaw, analyste chez ABI Research. De plus, alors que les prix moyens des puces pour les objets connectés seront considérablement inférieurs à ce qui se pratique dans les smartphones, la pression à venir sur les marges rend la consolidation intéressante. » A 70 dollars offerts par action (essentiellement en cash), soit une prime de 28 % sur le cours de jeudi dernier, avant que les rumeurs ne commentent à se faire jour sur l'opération, le mouvement de Broadcom est aussi largement opportuniste. Le cours de Qualcomm a considérablement chuté ces derniers mois.

Qualcomm-Broadcom : les enjeux d'un rachat

Parts de marché respectives, selon les domaines



LES ÉCHOS / SOURCE : ABI RESEARCH

Embarqué depuis janvier dans un conflit avec Apple, qui conteste les droits – jugés exorbitants – demandés par Qualcomm pour utiliser ses brevets, le groupe de San Diego est par ailleurs sous le feu de plusieurs autorités de régulation à travers le monde, qui lui ont déjà infligé de copieuses amendes pour abus de position dominante. Sans compter que le rachat de NXP tarde à recevoir les autorisations réglementaires, notamment des autorités européennes. Bilan, l'action Qualcomm est passée de 65 à 50 dollars en moins d'un an. De quoi

réveiller l'appétit de son concurrent Broadcom (ex-Avago) – déjà connu pour son profil de consolidateur.

Le risque protectionniste

« Au-delà des problèmes de recouvrements de portefeuilles, le Comité pour l'investissement étranger aux Etats-Unis pourrait barrer la route à Broadcom, prévient néanmoins Dorian Terral, analyste chez Bryan Garnier. Deux autres projets d'acquisition dans le secteur – Aixtron et Lattice – ont été bloqués récemment. »

Sans doute pour se concilier l'administration Trump, Broadcom

avait annoncé il y a quelques jours qu'il déménageait son siège juridique de Singapour aux Etats-Unis. Reçu à la Maison-Blanche, le patron de Broadcom avait lancé : « Grâce à vous, Monsieur le président, le climat des affaires s'est continuellement amélioré. » Un compliment lourd de sous-entendu (lire ci-dessous). De son côté, le management de Qualcomm a estimé que la proposition de Broadcom était loin de valoriser correctement la cible.

Lire « Crible »
Page 38

Broadcom, un géant aux ambitions sans limite

Contrôlé par des fonds singapouriens, le spécialiste des semi-conducteurs s'affirme comme le pivot de la consolidation. Des ambitions symbolisées par son homme fort, Hock Tan.

Nicolas Rauline
@nrauline
— Bureau de New York

La rivalité entre Qualcomm et Broadcom ne date pas d'aujourd'hui. Les deux sociétés se sont opposées dès les années 1990, en particulier sur les technologies mobiles.

Comme son rival et comme de nombreux géants de la tech, Broadcom est né de la collaboration entre universitaires et privés. Au début des années 1990, deux professeurs de l'Ucla, Henry Nicholas et Henry Samueli, décident de créer une société pour poursuivre leurs travaux sur les semi-conducteurs. Ils investissent 5.000 dollars chacun (ils sont aujourd'hui milliardaires, le premier s'est retiré de Broadcom, le second en est toujours son président et directeur de la technologie).

Rapidement, ils gagnent de gros contrats. La société grandit en se positionnant sur des puces qui équipent les téléphones, profitant notamment du boom des smartphones depuis une dizaine d'années.

Il y a deux ans, ce nouveau géant américain passe sous pavillon singapourien en étant racheté par Avago Technologies, dont l'origine remonte aux années 1960, quand il



Le dirigeant de Broadcom, Hock Tan, règne sur le groupe d'une main de fer. Photo Shutterstock/Sipa

n'était alors qu'une division de Hewlett-Packard.

Devenu autonome dans les années 1990, Avago reçoit l'appui d'investisseurs de Singapour, le dotant de moyens faramineux. Objectif : en faire le pivot de la consolidation dans les semi-conducteurs. La société fait main basse sur des dizaines de petits concurrents et réalise plusieurs opérations spectaculaires : LSI en 2013 pour 6,6 milliards de dollars, Broadcom donc, il y a deux ans, pour 37 milliards, ou

encore Brocade Communications l'an dernier pour 5,9 milliards.

Un vétéran des semi-conducteurs.

Le nouvel ensemble, qui a pris le nom de sa société phare – qui est aussi la plus lucrative –, Broadcom, est dirigé par Hock Tan, un vétéran des semi-conducteurs. A soixante-trois ans, cet homme discret, qui fuit les médias, règne sur le groupe d'une main de fer. Malaisien d'origine, diplômé du MIT, passé par

General Motors et Pepsi, il « dispose d'une capacité unique à diriger un grand groupe comme s'il s'agissait d'une PME », selon les dires de Kenneth Hao, du fonds Silver Lake, l'un des principaux actionnaires de la société. Craint par ses salariés, acharné de travail, il contrôlerait tout, de la moindre dépense aux travaux de recherche.

Craint par ses salariés, acharné de travail, Hock Tan contrôlerait tout, de la moindre dépense aux travaux de recherche.

Récemment, certains observateurs notaient toutefois que plusieurs facteurs menaçaient la croissance de Broadcom. C'est le cas notamment de sa dépendance envers Apple, son premier client, à qui il fournit des puces de radiofréquence, de contrôle digital et de connectivité et qui, justement, menace d'exclure Qualcomm de ses appareils.

Hock Tan semble décidé à prendre les devants. A l'issue d'un rendez-vous à la Maison-Blanche, il est apparu aux côtés de Donald Trump, assurant vouloir déménager le siège de toutes ses sociétés aux Etats-Unis. Une opération séduction en vue de s'attirer les faveurs de la Maison-Blanche et d'éviter les foudres de l'antitrust lors d'un rapprochement avec Qualcomm... ■

annonces judiciaires & légales

PARIS TERRES D'ENVOL
Aulnay-sous-Bois/Drancy/Dugny/Le Blanc-Mesnil
Le Bourget/Sevran/Tremblay-en-France/Villepinte

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À LA RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE DRANCY

Par arrêté n° 2017-282 en date du 03 novembre 2017, Monsieur le Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol a prescrit l'ouverture de l'enquête publique préalable à la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la ville de DRANCY.

A cet effet, Monsieur Jean-François BIECHLER, Retraité de l'armée - consultant en environnement a été désigné par le Tribunal Administratif de Montreuil en qualité de commissaire enquêteur.

L'enquête publique se déroulera à la Mairie de DRANCY (siège de l'enquête) Du Mercredi 22 novembre 2017 au Vendredi 22 décembre 2017 inclus, soit 31 jours consécutifs.

A la Direction de l'urbanisme (3^{ème} étage), Place de l'Hôtel de ville, 93700 Drancy aux jours et heures habituels d'ouverture au public du service : Tous les jours de 09H00 à 12H00 et de 13H30 à 17H30, sauf le mardi et jeudi matin. Samedi de 09H00 à 12H00.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et soit consigner ses observations sur le registre d'enquête, soit les adresser par écrit à Monsieur le commissaire enquêteur Mairie de Drancy - Enquête Publique PLU - Place de l'Hôtel de Ville - 93700 DRANCY ou par voie électronique à l'adresse suivante : commissaire-enqueteur-plu@drancy.fr

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant l'enquête publique sur le site internet de la commune à l'adresse suivante : www.drancy.net

Ainsi que sur le site internet de l'Etablissement public territorial Paris Terres d'Envol à l'adresse suivante : www.paristerresdenvol.fr

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, pendant une durée d'un an :

- dans les locaux de l'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL - 50, allée des Impressionnistes, ZA Paris-Nord 2 à Villepinte (93420)
- au service de l'Urbanisme de la Ville de Drancy, Place de l'Hôtel de ville, 93700 Drancy, aux jours et heures habituels d'ouverture
- sur le site Internet de la ville de Drancy : www.drancy.net
- sur le site internet de l'Etablissement public territorial, autorité organisatrice, www.paristerresdenvol.fr

Le Président
Bruno BESCHIZZA

La ligne de référence est de 40 signes en corps minimal de 6 points didot.
Le calibrage de l'annonce est établi de filet à filet.
Les départements habilités sont 75, 78, 91, 92, 93, 94, 95 et 69.

Annonces JUDICIAIRES ET LÉGALES 93

LE PARISIEN
IK

Le Parisien est officiellement habilité pour l'année 2017 pour la publication des annonces judiciaires et légales par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements : 60 (4,45 €) - 75 (5,50 €) - 77 (5,25 €) - 78 (5,25 €) - 81 (5,25 €) - 92 (5,50 €) - 93 (5,50 €) - 94 (5,50 €) - 95 (5,25 €) Paris HI à la ligne définis par l'arrêté du ministre de la Culture et la Communication de décembre 2016.

Avis divers

ASSOCIATION POUR L'UNION ET LE RECOURS EN ASSURANCES ASSUREA

Association régie par la loi de 1901
848 Chemin de Saint Germain - 30100
ALISS
N SIRET 800 202 707 00025

Cher sociétaire,

Nous vous informons que l'assemblée générale ordinaire annuelle de l'ASSOCIATION POUR L'UNION ET LE RECOURS EN ASSURANCES ASSUREA, se réunira le 22 novembre 2017 à 12 heures au siège de l'Association, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du rapport du conseil d'administration sur la gestion de l'association et sur sa situation morale et financière au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et quitus au Conseil d'Administration,
- Affectation du résultat,
- Lecture du rapport spécial sur les conventions visées à l'article L. 612-5 du Code de commerce et de décision à cet égard,
- Approbation du rapport d'activité de l'exercice 2017,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités,
- Questions diverses.

Noël PERON

www.annoncesleparisien.fr

ASSOCIATION NATIONALE DE PREVOYANCE

Association régie par la loi de 1901
848 A Chemin de Saint Germain - 30100
ALISS
N SIRET 432 719 847 00043 - Code APE 913E

Cher sociétaire,

L'assemblée générale annuelle de l'Association Nationale de Prévoyance se réunira le 22 novembre 2017 à 10 heures, au siège de l'Association, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du rapport du conseil d'administration sur la gestion de l'association et sur sa situation morale et financière au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et quitus au Conseil d'Administration,
- Affectation du résultat,
- Lecture du rapport spécial sur les conventions visées à l'article L. 612-5 du Code de commerce et de décision à cet égard,
- Approbation du rapport d'activité de l'exercice 2017,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités,
- Questions diverses.

Noël PERON
Président

Enquête publique

PARIS TERRES D'ENVOL

Aulnay-sous-Bois / Drancy / Dugny
Le Blanc - Mesnil

Le Bourget / Sevran / Tremblay-en-France / Villepinte
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE LA REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE DRANCY

Par arrêté n° 2017-282 en date du 03 novembre 2017, Monsieur le Président de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol a prescrit l'ouverture de l'enquête publique préalable à la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la ville de DRANCY.

A cet effet, Monsieur Jean-François BIECHLER, Retraité de l'armée - consultant en environnement, a été désigné par le Tribunal Administratif de Montreuil en qualité de commissaire enquêteur. L'enquête publique se déroulera à la Mairie de DRANCY (Siège de l'enquête) du mercredi 22 novembre 2017 au vendredi 22 décembre 2017 inclus soit 31 jours consécutifs.

À la Direction de l'urbanisme (Geme Etage), Place de l'Hôtel de ville, 93700 Drancy aux jours et heures habituels d'ouverture au public du service.

Tous les jours de 09H00 à 12H00 et de 13H30 à 17H30, sauf le mardi et jeudi matin. Samedi de 09H00 à 12H00.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et/ou consulter ses observations sur le registre d'enquête, soit les adresser par écrit à Monsieur le commissaire enquêteur Mairie de Drancy - Enquête Publique P.L.U. - Place de l'Hôtel de Ville - 93700 DRANCY ou par voie électronique à l'adresse suivante : commissaire-enqueteur-@drancy.fr

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant l'enquête publique sur le site internet de la commune à l'adresse suivante : www.drancy.net. Ainsi que sur le site internet de l'Établissement public territorial Paris Terres d'Envol à l'adresse suivante : www.paristerresdenvol.fr

Monsieur le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recueillir les observations à la Mairie de Drancy - place de l'Hôtel de Ville - Centre Administratif - Service Technique - 3ème étage - 93700 Drancy

- le mercredi 22 novembre 2017 de 09H00 à 12H00

- le mardi 28 novembre 2017 de 14H00 à 17H00

- le samedi 09 décembre de 09H00 à 12H00

- le mercredi 13 décembre de 14H30 à 17H30

- le vendredi 22 décembre de 14H30 à 17H30

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pendant une durée d'un an :

dans les locaux de l'Établissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL - 50 allée des Impressionnistes, ZA Paris-Nord 2 à Villepinte (93420)

à la Mairie de Drancy, Place de la Ville de Drancy, aux jours et heures habituels d'ouverture du service sur le site internet de l'Établissement public territorial, autorité organisatrice, www.paristerresdenvol.fr

Le Président
Bruno BESCHIZZA

Constitution de société

Par acte SSP en date du 02/11/2017, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale :
S M I - SERRURERIE

METALLERIE INDUSTRIELLE

Forme : SAS
Capital : 4000 Euros
Siège Social : 16 rue Mirabeau, 93100 MONTREUIL
Durée : 99 ans

Objet social : Travaux de Menuiserie Métallique et Serrurerie
Cession d'actions et agréments : Les cessions d'actions en dehors des actions de rachat simple, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix.

Admission aux assemblées générales et exercice du droit de vote : tout associé peut participer aux assemblées générales sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Président : M. HAJA NABLI, demeurant 4, Square d'Amiens 75020 PARIS
Directeur général : M. DE JESUS LOPES Carlos, demeurant 98, rue Danielle Casanova 95590 PRESLES
Immatriculation au RCS de BOBIGNY.

Diverss société

MDH TECHNIC

SAS au capital de 3 000 Euros.
Siège social : 4, rue de Broglie 93110 ROSNY SOUS BOIS
RCS N : 830695821 de BOBIGNY

L'AGE du 31 Juillet 2017 a décidé de transférer le siège social au 44, rue Emile Zola, 94600 CHOISY LE ROI à compter du 31 Juillet 2017.
En conséquence, elle sera immatriculée au RCS de CRETEIL.
Mention sera faite au RCS de BOBIGNY.

PRESTIGE PARISIEN

SARL au capital de 3000 €
Siège social : 4 RUE HOCHE 93170 BAGNOLET
RCS N : 805393881 de BOBIGNY

L'AGE du 02/10/2017 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 02/10/2017, a été nommé liquidateur Monsieur BULKRI ALIA, gérant demeurant 17 rue de la Barre Nouvelle - 93170 BAGNOLET.

Le siège de liquidation a été fixé au 4 rue Hoche - 93170 Bagnolet. L'adresse de toutes correspondances est fixée au cabinet SOCOFIN 38 Bid de Verdun - 94120 Fontenay sous bois
Mention sera faite au RCS de BOBIGNY.

CONTROLE TECHNIQUE DU SAUSSET

SARL au capital de 7622,45 euros
Siège social : 111, 113 rue Auguste Renoir
93600 AULNAY SOUS BOIS
RCS N : 397893339 de BOBIGNY

L'AGE du 02 novembre 2017 a décidé de transférer le siège social au 2 avenue des Fienes, 77290 MITRY-MORY à compter du 01 décembre 2017.
En conséquence, elle sera immatriculée au RCS de MEAUX.
Mention sera faite au RCS de BOBIGNY.

Collectivités territoriales,

pour une bonne stratégie d'achat c'est

Le Parisien

Avis de Décès

77 - DOUÉ

- COULOMMIERS

Irène GRONNIER, son épouse ;
Sylvie, Olivier, Nicolas, ses enfants ;
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
ses belles-sœurs et beau-frère,
ses nièces, neveux et leurs enfants,
proches et amis
ont la douleur de vous faire part du décès de

M. GÉRARD GRONNIER

survenu le 23 novembre 2017,
à l'âge de 68 ans.

Un dernier hommage lui sera rendu
le mercredi 29 novembre 2017 à 10H45,
au crématorium de l'Arche de MAREUIL-
LÈS-MEAUX, ZAC de la Haute Borne
175, avenue Fortes Terres.
Ni fleurs ni couronnes.
Un registre à signatures tiendra lieu de
condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part
et de remerciements.

95 - PONTOISE

Mme Anne-Marie PILARD-WAYS,
son épouse,
ses enfants,
ses beaux-enfants,
ses arrière-petits-enfants
et toute la famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. HENRI PILARD

survenu le 19 novembre 2017, à RANG DU
FLIERS, à l'âge de 86 ans.

Ses funérailles civiles seront célébrées
le lundi 27 novembre 2017 à 14H30
au cimetière de PONTOISE.

POMPES FUNÈRES ET SALONS
FUNÉRAIRES RÉSIBEAU

Avis de Remerciements

77 - SAINT-BRICE

Martine DAOUST,
Sylvie LOMBARD, ses filles,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,

très touchés des marques de sympathie
témoignées lors des obsèques de

MME CHRISTIANE DAOUST

remercient tous ceux qui se sont associés
à leur peine et prient les personnes qui
n'auraient pas été prévenues de bien
vouloir les en excuser.

PF CANARD LE CHOIX FUNÉRAIRE
77160 PROVINS - 01 60 58 01 01

77 - SOURDUN

M. Bruno HENNEQUIN
et Mme Raphaëlle BOITTIAUX,
M. et Mme Eliane MARC,
M. et Mme Andrée FAGOT, ses enfants,
ses petits-enfants,

très touchés des marques de sympathie
témoignées lors des obsèques de

MME JACQUELINE HENNEQUIN

remercient tous ceux qui se sont associés
à leur peine et prient les personnes qui
n'auraient pas été prévenues de bien
vouloir les en excuser.

PF CANARD LE CHOIX FUNÉRAIRE
77160 PROVINS - 01 60 58 01 01

La reproduction
de nos petites annonces
est interdite



Le Parisien

Conférences, débats, salons,

Faites part de vos événements
dans le Parisien

01 87 39 84 00
carnets@teamedia.fr
www.annoncesleparisien.fr

TEAM
MEDIA

Annonces JUDICIAIRES ET LÉGALES 93

Le Parisien est officiellement habilité pour l'année 2017 pour la publication des annonces judiciaires et légales par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements :
60 (4,45 €) - 75 (5,50 €) - 77 (5,50 €) - 78 (5,25 €) - 91 (5,25 €) - 92 (5,50 €) - 93 (5,50 €) - 94 (5,50 €) - 95 (5,25 €) tarifs HT à la ligne définis par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication de décembre 2016.

Enquête publique

PARIS TERRES D'ENVOL

Aulnay-sous-Bois/Drancy/Dugny
Le Blanc-Mesnil
Le Bourget/Sevran/
Tremblay-en-France/Villepinte

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE
RELATIVE A LA REVISION DU PLAN LOCAL
D'URBANISME DE LA COMMUNE DE
DRANCY

Par arrêté n 2017-282 en date du 03 novembre 2017, Monsieur le Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol a prescrit l'ouverture de l'enquête publique préalable à la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la ville de DRANCY.

A cet effet, Monsieur Jean-François BIECHLER, Retraité de l'armée - consultant en environnement a été désigné par le Tribunal Administratif de Montreuil en qualité de commissaire enquêteur.
L'enquête publique se déroulera à la Mairie de DRANCY (siège de l'enquête)
Du Mercredi 22 novembre 2017 au Vendredi 22 décembre 2017 inclus soit 31 jours consécutifs

A la Direction de l'urbanisme (3ème étage), Place de l'Hôtel de ville, 93700 Drancy aux jours et heures habituels d'ouverture au public du service :
Tous les jours de 09H00 à 12H00 et de 13H30 à 17H30, sauf le mardi et jeudi matin. Samedi de 09H00 à 12H00.
où chacun pourra prendre connaissance du dossier et soit consigner ses observations sur le registre d'enquête, soit les adresser par écrit à Monsieur le commissaire enquêteur Mairie de Drancy - Enquête Publique PLU - Place de l'Hôtel de Ville - 93700

DRANCY ou par voie électronique à l'adresse suivante : commissaire-enqueteur-plu@drancy.fr
Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant l'enquête publique sur le site internet de la commune à l'adresse suivante : www.drancy.net
Ainsi que sur le site internet de l'Etablissement public territorial Paris Terres d'Envol à l'adresse suivante : www.paristerresdenvol.fr

Monsieur le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recueillir les observations à la Mairie de Drancy - place de l'Hôtel de Ville - Centre Administratif - Service Technique - 3ème étage- 93700 Drancy

- le mercredi 22 novembre 2017 de 09H00 à 12H00
- le mardi 28 novembre 2017 de 14H00 à 17H00
- le samedi 09 décembre de 09H00 à 12H00
- le mercredi 13 décembre de 14H30 à 17H30
- le vendredi 22 décembre de 14H30 à 17H30

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, pendant une durée d'un an :
dans les locaux de l'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES d'ENVOL - 50, allée des Impressionnistes, ZA Paris-Nord 2 à Villepinte (93420)
au service de l'Urbanisme de la Ville de Drancy, Place de l'Hôtel de ville, 93700 Drancy, aux jours et heures habituels d'ouverture sur le site Internet de la ville de Drancy : www.drancy.net
sur le site internet de l'Etablissement public territorial, autorité organisatrice, www.paristerresdenvol.fr

Le Président
Bruno BESCHIZZA

Collectivités territoriales,
pour une bonne stratégie
d'achat c'est 

Constitution de société

Par acte SSP en date du 06/11/2017, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale :

GUEDJ

Forme : SASU
Capital : 1000 EUROS
Siège Social : 19 AVENUE JEAN MOULIN, 93100 MONTREUIL
Durée : 99 ans
Objet social : ACHAT VENTE DE PRÊT A PORTER ACCESSOIRE SÉDENTAIRE FORAIN
Président : MR GUEDJ SERGE 19 AV JEAN MOULIN 93100 MONTREUIL
Immatriculation au RCS de BOBIGNY.

Par acte SSP en date du 09/11/2017, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale :

ISO THERM ECO

Forme : SASU
Capital : 2000 EUROS
Siège Social : 35 ALLÉE DES IMPRESSIONNISTE, 93420 VILLEPENTE
Durée : 99 ans
Objet social : ISOLATION ETANCHEITE TOITURE
Président : MR BENAZZOUZ ABDEL ILAH 25 RUE DES 5 FRÈRES 93190 LIVRY GARGAN
Immatriculation au RCS de BOBIGNY.

Par acte SSP en date du 15 novembre 2017, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale :

SAL'M COIFFURE

Forme : SAS
Capital : 1.000 EUROS
Siège Social : 114 Avenue de la République, 93800 Epinay-Sur-Seine
Durée : 99 ans
Objet social : l'exploitation de tous fonds de commerce de salon de coiffure
Président : M.REHAHLA Abdelouahab demeurant 3 Place Watteau-95120 ERMONT
Immatriculation au RCS de BOBIGNY.

Par acte SSP en date du 16 Novembre 2017, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale :

KARL SERVICES

Forme : SARL
Capital : 3 000 Euros
Siège Social : 2 rue Lucien SAMPAIX, 93170 Bagnolet
Durée : 99 ans
Objet social : TRANSPORT DE PERSONNE PAR VOITURE DE TOURISME VTC
Gérant : M. AZARAI Karim, Demeurant 2 rue Lucien SAMPAIX 93170 BAGNOLET
Immatriculation au RCS de BOBIGNY

Divers société

Suivant acte SSP en date du mercredi 15 novembre 2017, enregistré au SIE de BOBIGNY, le mercredi 22 novembre 2017, Bord. 2017 31377, case nA 15210,

ABDALLAH ELHANJARI

Demeurant : 114 Avenue de la République-93800 Epinay-Sur-Seine a cédé à :

SAL'AM COIFFURE

SAS, au capital de : 1.000 EUROS euros, sise

114 Avenue de la République-93800 Epinay-Sur-Seine, immatriculée au RCS de : BOBIGNY, sous le numéro de : en cours de formation, son fonds de commerce : l'exploitation de tous fonds de commerce de salon de coiffure sis et exploité, 114 Avenue de la République - 93800 Epinay-Sur-Seine.
La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix de 20.000 euros. L'entrée en jouissance a été fixée au : samedi 25 novembre 2017. Les oppositions s'il y a lieu seront reçues dans les 10 jours en date de la dernière des publications légales pour la validité à : l'adresse du fonds, 114 Avenue de la République-93800 Epinay-Sur-Seine. Et pour correspondance : à l'adresse du fonds, 114 Avenue de la République-93800 Epinay-Sur-Seine

Suivant acte SSP du 27 juin 2017, le contrat de location gérance portant sur le fonds de commerce de «restauration rapide, sandwichs, pâtisserie, plats à emporter, sans vente de boissons alcoolisées », exploité 27 rue Auguste Delaune 93200 SAINT DENIS, qui avait été consenti par acte SSP du 14 juillet 2015, du 01 août 2015 au 30 juin 2017, par la société,

SARL YAZID

SARL au capital de 3.000 Euros, siège social 27 rue Auguste Delaune 93200 SAINT DENIS (525 141 305 RCS BOBIGNY), à

M. EKINCI ABDULLAH

Demeurant 38 rue Auguste Poulin 93200 SAINT DENIS, immatriculé au RCS de Bobigny sous le numéro 812 948 446, a été renouvelé pour une durée de 2 ans, à compter du 01 juillet 2017, et pour prendre fin le 30 juin 2019.

Contact commercial
01 87 39 84 00
legales@leparisien.fr

FIBER ACADEMY

SAS au capital de 6 000 Euros
Siège social : 13, Avenue Jacques Duclos
93420 VILLEPENTE
RCS N : 824364459 de BOBIGNY

L'AGE du 30 octobre 2017 a décidé d'étendre l'objet social à Organisation de formations professionnelles pour adulte ; Prestations de services techniques, informatiques ou télécom, câblage réseaux pour un bâtiment et tout type de local, mise en place de réseaux et d'équipement réseaux, sous-traitance d'intervention techniques essentiellement télécom ; Achat et revente de matériel et d'équipement.
Le reste sans changement.
Mention sera faite au RCS de BOBIGNY.

Insertions diverses

NOUVELLE SOPATRIM
L'ADRESSE SOPATRIM
53 rue Paul VAILLANT COUTURIER
93 220 GAGNY
RCS : 403131592
Sociétaire N : 20732 K
ayant VENDU SON CABINET, la garantie dont il bénéficiait : au titre des TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE depuis le 13 02 1996. accordée par GALIAN - Société de Caution Mutuelle - 89, rue La Boétie, 75008 PARIS, pour l'activité ci-dessus indiquée, visée par la loi du 2 janvier 1970, prendra fin TROIS JOURS FRANCS après la publication du présent avis. Les créances, s'il en existe, devront être produites au siège de GALIAN, dans les trois mois de cette insertion. les activités de Transactions Immobilières de NOUVELLE SOPATRIM L'ADRESSE SOPATRIM sont reprises par SOPATRIM sociétaire n 49118.

www.annoncesleparisien.fr

INDUSTRIE & SERVICES

à suivre



Shutterstock

Un vin belge et néerlandais obtient une Appellation d'origine protégée

VIN Les Belges et les Néerlandais, plus connus pour leur chocolat ou leur fromage, ont obtenu lundi le label européen convoité AOP (Appellation d'origine protégée) pour le vin produit dans la région viticole Maasvallei Limburg. Cette appellation, qui s'étend sur les deux rives de la Meuse, frontière entre la Belgique et les Pays-Bas, devient ainsi la première d'une région transfrontalière en Europe à recevoir ce label pour son vin.

Levothyrox : nouvelle assignation pour le laboratoire Merck

SANTÉ Le TGI de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) va examiner le 4 décembre, dans le cadre d'une audience de référé, la demande d'une quarantaine de patients, souffrants des effets secondaires de la nouvelle formulation du Levothyrox, selon l'AFP citant l'avocat des plaignants. Ces patients ayant ressenti des effets secondaires demandant au juge des référés de Saint-Gaudens d'ordonner au laboratoire Merck de leur fournir en urgence l'ancienne formule, conformément à une condamnation du TGI de Toulouse du 14 novembre dernier.

Voiture électrique : Shell s'allie à des constructeurs dans la recharge rapide

AUTOMOBILE Le groupe pétrolier Royal Dutch Shell a noué un partenariat avec BMW, Daimler, Ford et Volkswagen pour déployer un réseau de recharge rapide de véhicules électriques sur les autoroutes européennes. L'objectif de Shell et de Ionity, la coentreprise dédiée des quatre constructeurs, est d'installer dans un premier temps sur 80 sites d'ici à 2019 des bornes capables de charger une batterie de 350 kilowatts en moins de huit minutes. Ionity entend disposer d'un réseau de 400 bornes en 2020.

annonces judiciaires & légales

PARIS TERRES D'ENVOL
Aulnay-sous-Bois/Drancy/Dugny/Le Blanc-Mesnil
Le Bourget/Sevran/Tremblay-en-France/Villepinte

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À LA RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE DRANCY

Par arrêté n° 2017-282 en date du 03 novembre 2017, Monsieur le Président de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol a prescrit l'ouverture de l'enquête publique préalable à la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la ville de DRANCY.

A cet effet, Monsieur Jean-François BIECHLER, Retraité de l'Armée - consultant en environnement a été désigné par le Tribunal Administratif de Montreuil en qualité de commissaire enquêteur.

L'enquête publique se déroulera à la Mairie de DRANCY (siège de l'enquête) Du Mercredi 22 novembre 2017 au Vendredi 22 décembre 2017 inclus, soit 31 jours consécutifs.

A la Direction de l'urbanisme (3^{ème} étage), Place de l'Hôtel de ville, 93700 Drancy aux jours et heures habituels d'ouverture au public du service : Tous les jours de 09H00 à 12H00 et de 13H30 à 17H30, sauf le mardi et jeudi matin. Samedi de 09H00 à 12H00, où chacun pourra prendre connaissance du dossier et soit consigner ses observations sur le registre d'enquête, soit les adresser par écrit à Monsieur le commissaire enquêteur Mairie de Drancy - Enquête Publique PLU - Place de l'Hôtel de ville - 93700 DRANCY ou par voie électronique à l'adresse suivante : commissaire-enqueteur-plu@drancy.fr

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant l'enquête publique sur le site internet de la commune à l'adresse suivante : www.drancy.net

Ainsi que sur le site internet de l'Établissement public territorial Paris

Terres d'Envol à l'adresse suivante : www.paristerresdenvol.fr

Monsieur le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recueillir les observations à la Mairie de Drancy - place de l'Hôtel de ville - Centre Administratif - Service Technique - 3^{ème} étage - 93700 Drancy

- le mercredi 22 novembre 2017 : de 09H00 à 12H00

- le mardi 28 novembre 2017 : de 14H00 à 17H00

- le samedi 09 décembre 2017 : de 09H00 à 12H00

- le mercredi 13 décembre 2017 : de 14H30 à 17H30

- le vendredi 22 décembre 2017 : de 14H30 à 17H30

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, pendant une durée d'un an :

- dans les locaux de l'Établissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL - 50, allée des Impressionnistes, ZA Paris-Nord 2 à Villepinte (93420)

- au service de l'Urbanisme de la Ville de Drancy, Place de l'Hôtel de ville, 93700 Drancy, aux jours et heures habituels d'ouverture

- sur le site Internet de la ville de Drancy : www.drancy.net

- sur le site internet de l'Établissement public territorial, autorité organisatrice, www.paristerresdenvol.fr

Le Président
Bruno BESCHIZZA



Le magasin de Béziers fait partie des 5 unités déjà affiliées-franchisées au groupe. Photo Houin/Belpres/Andia

Les Galeries Lafayette prêts à se franchiser en province

- Le groupe familial veut changer le mode d'exploitation de la moitié de son réseau.
- Des investisseurs seraient intéressés et plusieurs cas de figure à l'étude.

DISTRIBUTION

Philippe Bertrand
@BertralPhilippe

L'annonce illustre les difficultés des grands magasins. Les syndicats du groupe Galeries Lafayette ont révélé, lundi, un projet de cession en franchise de 22 points de vente, soit près de la moitié du réseau dit « MGL », lequel regroupe 53 unités en dehors du navire amiral du boulevard Haussmann, à Paris.

Les entités concernées sont de « petits magasins » situés dans des villes de taille moyenne, a indiqué un représentant du personnel à l'AFP. Un autre a évoqué Agen, Angoulême, Belfort, La Rochelle, Toulon, Chambéry ou encore Dax. L'information a été donnée lors d'un comité de groupe qui s'est tenu la semaine passée. Une ébauche de ce plan avait été évoquée il y a quelques mois. Il ne portait que sur 16 points de vente. Contactée, la direction se refuse à tout commentaire. Trois repreneurs seraient sur les rangs et, selon certaines sources, plusieurs cas de figure à l'étude. Des candidats seraient intéressés par la reprise d'un magasin situé dans leur région. D'autres candidateraient pour plusieurs unités, voire toutes ou presque... Pour

l'heure, le périmètre précis de l'opération ne serait pas arrêté.

Mais qui peut être intéressé par des points de vente vendant essentiellement de la mode, même si en région, certains Galeries Lafayette proposent une offre plus large ? « Le marché de l'habillement a baissé de 15 % à 20 % en dix ans », expliquait en février dernier aux « Echos » Paolo De Cesare, le président du Printemps, la chaîne concurrente avec 17 unités en province. « L'e-commerce a pris environ 20 %. Cela signifie que, pour les magasins physiques, le marché a chuté de 35 % », ajoutait-il.

Dans les grandes agglomérations - même si les Galeries Lafayette ont fermé à Lille - et dans les zones touristiques, les grands magasins tirent leur épingle du jeu. Les difficultés se situent dans les villes moyennes où l'économie chancelle. Le Galeries Lafayette du boulevard Haussmann a ainsi doublé son chiffre d'affaires en dix ans,

22

POINTS DE VENTE

Le projet de cession en franchise concernerait près de la moitié du réseau Galeries Lafayette.

grâce à la manne des Chinois, quand les magasins de province, hérités pour beaucoup du rachat des Dames de France et des Nouvelles Galeries, ont tout juste maintenu leur position. Les ventes sont ainsi passées de 1,12 milliard d'euros en 2014 à 1,1 milliard en 2016 et la rentabilité s'avère parfois fragile.

Hécatombe aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, où Amazon est devenu le premier vendeur de vêtements, la quasi-totalité des chaînes américaines de grands magasins - Kohl's, Nordstrom, Sears, JC Penney ou Macy's - ont annoncé ces derniers mois des fermetures un peu partout dans le pays. L'hécatombe se compte en centaines de sites. Le groupe Galeries Lafayette n'a pas atteint ces extrémités. Il opère un choix stratégique pour préserver un réseau qui soutient sa marque. La rénovation de 30 unités dans les cinq ans a démarré sous la houlette d'Olivier Bron, directeur des réseaux Galeries Lafayette et BHV, et de ses équipes. « Face à la concurrence de l'e-commerce, les magasins doivent offrir une expérience d'achat plus agréable », expliquait-il en mai. Ces investissements portent sur les magasins qui conservent une attractivité, comme à Nice ou à Cannes. Les projets de

cession en franchise concernent les autres. Le groupe compte déjà 5 « affiliés » à Rennes, Perpignan, Menton, Langon et Béziers. Chaque fois, un investisseur indépendant impulse une dynamique locale et gère avec plus de précision que le groupe. C'est ce schéma qui semble devoir être reproduit. La vingtaine de points de vente concernés emploie 900 salariés. Un passage en franchise ne menacerait pas directement leurs postes. L'objectif est de maintenir, voire de développer l'activité de l'enseigne qui serait conservée.

Les cessions porteront sur le fonds de commerce, mais aussi, dans certains cas, sur les murs. L'opération pourrait aboutir dans quelques mois. Elle priverait le groupe de revenus locatifs, mais lui apporterait de l'argent frais pour ses autres activités. Les Galeries Lafayette contrôlent La Redoute depuis septembre, arriveront sur les Champs-Élysées en 2018 et ouvriront un premier Eatly dans le Marais, à Paris. En franchise... L'enseigne a aussi entamé une vaste rénovation boulevard Haussmann. Le groupe investit au moins 150 millions par an.

 Lire l'éditorial de Guillaume Maujean Page 10

DÉCRYPTAGE // Faute de capitaux, Darty, FNAC, Carrefour ont recours à ce mode de gestion.

La franchise, viatique des distributeurs

On peut se demander si la France comptera suffisamment de candidats franchisés pour répondre à toutes les offres de la distribution française ! Tour à tour, Darty, FNAC, aujourd'hui Galeries Lafayette, et demain Carrefour ont recours à ce mode d'exploitation afin de préserver leurs réseaux de magasins. Dans le cas de Darty et de FNAC, il s'agit surtout d'un levier de développement. La maison du « Contrat de confiance » et l'enseigne de biens culturels - qui font désormais groupe commun - recrutent des commerçants indépendants pour implanter leur enseigne dans des zones petites ou moyennes. Pour l'enseigne de grands magasins et le père des hypers, l'objectif est d'éviter de fermer leurs points de vente.

Deux points communs, tout de même, à ces initiatives. D'abord, des zones de chalandise similaires, villes de province à l'économie fragile

ou bien au potentiel limité. Ensuite, la conviction que là-bas les magasins seront mieux gérés par des indépendants ou des sociétés plus petites. Leclerc l'a prouvé en prenant depuis de longs mois des parts de marché à Carrefour. Leurs dirigeants, souvent en contact direct avec la population locale, connaissent leurs clients au plus près. En outre, ces petites structures, souvent moins-disantes socialement que les grands groupes, abaissent les coûts.

La fin du copier-coller

Mais la franchise ne vaut pas que pour les territoires appauvris de la République. Dans les grandes agglomérations, les plus riches, des milliers de Carrefour et autres magasins de proximité du groupe Casino sont gérés ainsi. Pour des raisons d'efficacité.

En réalité, l'engouement pour l'affiliation - l'autre nom de la fran-

chise - ou pour la location-gérance - sa version légère, privilégiée par Carrefour, pour laquelle il n'est pas besoin d'acheter le fonds de commerce - traduit surtout l'appauvrissement des grands groupes eux-mêmes. Dans des marchés difficiles ou à tout le mieux stable, face à la concurrence nouvelle d'Amazon, la rentabilité s'érode. Les distributeurs traditionnels n'ont plus les moyens de se développer partout, voire même de porter certains de

leurs magasins. L'heure est donc à l'« asset light », c'est-à-dire à l'engagement d'un minimum de capitaux.

Cette époque de « la franchise pour tous » marque également les limites de la croissance de concepts identiques par un développement purement numérique. C'est la fin du copier-coller. Les consommateurs sont avides d'expériences originales, y compris sous une même enseigne. — P. B.

LesEchos

SUR



RETROUVEZ ETIENNE LEFEBVRE DANS « LE DUEL ECO » du GRAND SOIR/3 présenté par FRANCIS LETELLIER chaque mardi dès 22 h 45 en direct sur France 3